



# **GAZA : Halte aux crimes de guerre de l'état colonial israélien et à la complicité du gouvernement français**

CGT-INRA RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole Tél : 01.39.53.56.56 Mail : cgt@inra.fr

Au 22 juillet, plus de 600 morts, 3700 blessés Palestiniens, pour la plupart femmes, enfants et vieillards, et des dizaines de milliers de déplacés et sans abris du fait des destructions massives d'habitations et d'infrastructures urbaines, c'est le bilan provisoire de 2 semaines d'acharnement de l'armée israélienne, l'une des plus puissantes au monde contre les 1.8 millions d'habitants de Gaza, enfermés dans une prison à ciel ouvert dont ils ne peuvent pas fuir.

Ces bombardements massifs succèdent à ceux de 2009 et de 2012. Le gouvernement d'Israël prétend qu'il s'agit d'empêcher les résistants, liés ou non au gouvernement élu (Hamas), de tirer des roquettes sur son territoire. Mais peut-il en être autrement ? Ce territoire, grand comme la ville de Lyon, est en effet soumis par Israël à un blocus inhumain depuis 8 ans, renforcé par l'Egypte depuis 2013, avec sous-nutrition, manque d'eau potable, privations d'électricité, etc. de plus en plus intolérable pour la population.

Comme le disait De Gaulle en 1967, l'occupation entraîne la résistance, résistance que le gouvernement d'Israël entend réprimer sauvagement en la traitant de terrorisme. On entre ainsi dans un cycle de violence, entretenu depuis plus de 65 ans, qui ne peut que menacer la sécurité et le bien être des populations d'Israël et de Palestine.

Le gouvernement d'Israël ne souhaite pas de solution politique conforme au droit international, il ne souhaite pas mettre un terme à l'occupation et à la colonisation des Territoires palestiniens, ni permettre le retour des réfugiés voté par l'ONU. Depuis plus de 20 ans les différents cycles de soi-disant « négociations » en sont la preuve. Les événements récents ne sont pas la cause du

déclenchement de la violence, mais sont une conséquence de la violence permanente que subissent les Palestiniens sous occupation et de l'absence de perspective politique qui les plonge dans le désarroi.

C'est cette politique que ne dénoncent pas la plupart des médias en France. La cause réelle des violences en Palestine c'est la politique d'occupation et de colonisation des Territoires palestiniens. Mais cette situation, qui est dénoncée par les courageux manifestants anticolonialistes israéliens, résulte aussi de l'impunité, et du soutien dont les gouvernements israéliens successifs bénéficient de la part de la communauté internationale dont la France.

Le gouvernement Hollande-Valls, se cantonne une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la "retenue". Le gouvernement français a interdit deux manifestations (à Paris, Sarcelles) de soutien du peuple de France au peuple palestinien sous prétexte de troubles. Il omet de dire que les provocations sont venues d'une organisation extrémiste (la ligue de défense juive, LDJ) qu'il se refuse à interdire. Par cette attitude il laisse à penser que les manifestants sont des antisémites et reprend à son compte les mensonges du CRIF. Ces positions du gouvernement ne peuvent que provoquer la colère, et servir de terreau à des réflexes condamnables. Elles représentent de plus une intolérable atteinte à la liberté d'expression et de manifestation qui sont l'un des piliers de notre république (voir <http://www.aurdip.fr/La-censure-comme-politique.html> ).

Les Palestiniens nous demandent de développer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) pour faire pression afin que le gouvernement d'Israël applique le droit international. L'Union européenne dispose d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec le

gouvernement israélien qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international.

**La CGT-INRA appelle les agents de l'INRA à soutenir le peuple palestinien dans sa lutte pour la justice et la reconnaissance de ses droits, à dénoncer la complicité du gouvernement français avec la politique israélienne, et à se joindre aux dizaines de milliers de manifestants qui défilent dans de très nombreuses villes de France pour demander :**

- ▶ **L'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza**
- ▶ **La levée du blocus illégal et criminel de Gaza**
- ▶ **La protection internationale du peuple palestinien, en application des conventions de Genève**
- ▶ **Le démantèlement des colonies et du mur de l'apartheid**
- ▶ **La libération de tous les prisonniers politiques palestiniens**
- ▶ **Un embargo gouvernemental sur l'importation des produits des colonies israéliennes, et le boycott citoyen de ces produits.**



**LE 4 DECEMBRE 2014**  
**PAR LA LUTTE ET PAR LE VOTE AVEC LA CGT**  
**CHANGEONS LA DONNE**

[En savoir plus](#) - Rejoignez la CGT / Pour adhérer ([ici](#))